

# Déclaration du Dr. Daniel Mengara relative à la transformation du BDP-Gabon Nouveau en parti politique



Gabonais, Gabonaises

Mon cher Peuple,

C'est avec émotion que je m'adresse solennellement à vous aujourd'hui, non seulement pour vous souhaiter la bonne année, mais aussi pour vous livrer le message le plus important de toute l'histoire de notre jeune République. Je sais que le nouvel an aura trouvé beaucoup d'entre vous aux prises avec la misère la plus insoutenable, surtout au moment où des chaînes de télévision américaines nous montrent maintenant des familles gabonaises fouillant les poubelles et les décharges publiques à la recherche de nourriture, ce qui représente le signe le plus flagrant d'une disgrâce nationale.

Eh bien c'est de cette disgrâce nationale de 44 ans que je veux vous parler aujourd'hui.

Chers compatriotes,

Il ne fait aucun doute que notre Peuple souffre. Il souffre depuis que les Bongo ont pris en otage la destinée du Gabon en 1967. Cette souffrance, ce n'est pas à moi de vous la décrire puisque vous la vivez depuis 44 ans.

Cette souffrance vous accompagne tous les jours quand vous allez dans les hôpitaux et dispensaires du Gabon pour vous rendre compte qu'il n'y a ni médecin, ni hôpitaux dignes de ce nom et que vous voyez vos enfants mourir de paludisme, de diarrhée et de malnutrition sous vos yeux parce que les Bongo n'ont pas pensé à construire un seul hôpital digne de ce nom au Gabon. Même les hôpitaux construits à la gloire de leurs égos démesurés ne sont apparemment pas de bonne qualité puisque eux-mêmes fuient leurs propres hôpitaux. Pour se soigner ou pour de simples visites médicales, ils sont toujours obligés d'aller à l'étranger, où ils vont parfois mourir comme des rats, dans l'anonymat et l'humiliation la plus totale.

Cette souffrance vous accompagne aussi tous les jours quand vous constatez la faillite de l'Etat gabonais quant à ses fonctions régaliennes, une faillite qui est telle qu'on trouve maintenant au Gabon des ministres de l'Education nationale interdisant désormais l'accès libre des enfants aux écoles publiques ou la conditionnant par des concours et examens d'admission qui n'ont aucun sens, inversant ainsi la logique qui voudrait que l'Etat soit capable d'assurer l'éducation gratuite de 100% des enfants gabonais tel que le commande la loi, et que l'accès aux institutions privées reste, de ce fait, un choix que les familles qui en ont les moyens doivent se sentir libres de faire si elles ne veulent pas que leurs enfants étudient dans les écoles publiques. Alors même que les familles gabonaises sont déjà excessivement pauvres et excessivement désoeuvrées, on leur impose d'inscrire leurs enfants dans des écoles privées aux coûts d'inscription faramineux qui finissent de les saigner à blanc, simplement parce qu'un pays pourtant aussi riche que le Gabon n'arrive pas à se construire des écoles publiques dignes de ce nom qui soient capables d'accueillir les quelques petits milliers d'enfants nés de notre petit million d'habitants.

Je sais que vous savez que, dans notre pays, un enfant sur dix ne voit pas son premier anniversaire. C'est est donc un pays où on meurt de maladies banales facilement soignables. Nous avons donc actuellement au Gabon les conditions d'un vrai génocide. Les Bongo utilisent contre le peuple gabonais l'arme de la misère, au point que le Gabon a connu, en 44 ans, plus de morts d'hommes, de femmes et d'enfants pour cause de misère que dans un pays ayant connu la guerre civile. Notre guerre à nous cache bien son nom, pourtant elle est aussi cruelle et aussi meurtrière que les balles qu'on tire sur des enfants. Elle s'appelle la misère.

Oui, chers compatriotes, la misère tue et les responsables de ce génocide du peuple gabonais s'appellent les Bongo Ondimba.

Je ne voudrais plus ici m'étendre aux fautes que, jusque-là, nous avons reprochées à notre opposition. Je voudrais plutôt rendre hommage à tous ceux qui, au sein de la société civile tout comme au sein de la société politique gabonaises, ont mené ce combat avant nous, depuis les pères du MORENA que furent Oyono Abaga et Nzogue Nguema en passant par les martyrs de la République que furent entre autres Doukakas Nziengui, Joseph Rendjambé, Agondjo Okawé, Pierre Claver Zeng, Pierre Mamboundou, pour enfin arriver à ceux qui, à l'instar de Paul Mba Abessole, ont jeté le tablier après avoir fait de leur mieux, ou ceux qui, à l'instar de braves patriotes comme Luc Bengone Nsi, Zacharie Myboto, Jean Eyegue Ndong, André Mba Obame, Jules Bourdes Ogoulinguendé, Marc Ona Essangui, Paulette Oyane, et j'en passe, continuent à mener avec bravoure et détermination ce combat, chacun à sa manière et chacun selon sa conviction et selon ses talents.

Pourquoi est-ce que je m'évertue ici à rendre hommage à ces illustres compatriotes, dont certains nous ont hélas quitté parce que rappelés à Dieu ? Tout simplement parce que, quoiqu'on en dise, ils ont fait ce qu'ils ont pu et on doit leur reconnaître le peu qu'ils ont pu accomplir. Ce peu qu'ils ont pu accomplir est précisément ce qui nous permet aujourd'hui de faire le constat d'échec de leur action pour en tirer les leçons qui s'imposent. Je dirais donc que l'hommage que nous leur rendons aujourd'hui tient compte du fait que c'est parce qu'ils ont engagé, en vain pendant 22 ans, le dialogue de la responsabilité citoyenne avec le régime des Bongo que nous savons aujourd'hui que ce n'est pas par de sempiternels dialogues avec les Bongo que le Gabon changera, surtout quand on ne se met pas en position de force pour imposer sa volonté au dictateur.

C'est parce qu'ils ont, en vain pendant 22 ans, participé à des élections perdues d'avance organisées par le régime des Bongo que nous savons aujourd'hui que ce n'est pas par la participation à d'énormes élections perdues d'avance organisées par les Bongo que le Gabon changera. C'est parce qu'ils ont, en vain pendant 22 ans, boycotté des élections et demandé aux populations de rester calmement à la maison que nous savons aujourd'hui que ce n'est pas par des boycotts supplémentaires demandant aux populations de rester calmement à la maison que le Gabon se débarrassera des Bongo Ondimba.

Je crois, chers compatriotes, que le moment est venu d'engager la nation sur la voie d'une renaissance citoyenne. Cette renaissance commence dès aujourd'hui par le pacte citoyen que je m'en vais vous proposer. Ce pacte citoyen suppose, dans un premier temps, le passage, aujourd'hui même, de chaque Gabonais du statut de sujet des Bongo au statut de Citoyen gabonais libre.

Le sujet, c'est la personne à qui on dit de se taire, et qui se tait. Le sujet, c'est la personne dont on envahit la maison pour violer ses filles et sa femme, et à qui on dit de se soumettre et qui se soumet. Le sujet, c'est la personne à qui un dictateur s'impose pendant 42 ans, puis passe le pouvoir à son fils sans que quelqu'un lui dise, « oh là. Là on s'arrête, c'est fini ». Le sujet, quand confronté au règne de l'arbitraire et de la dictature, dira simplement : « On va encore faire comment ? ».

Nous, au Gabon, nous chassons désormais ce vocabulaire de nos bouches, en nous proclamant dès aujourd'hui Citoyens gabonais libres car, quand quelqu'un voudra rentrer chez ce nouveau Citoyen pour voler son argent, violer sa femme et ses enfants ou s'imposer par la dictature des institutions et des armées despotiques, le Citoyen dira au dictateur : « non, ça suffit comme ça ; tu ne tortureras plus personne dans ce pays en toute impunité, tu n'affameras plus personne dans ce pays en toute impunité, tu ne voleras plus et ne violeras plus personne dans ce pays en toute impunité, tu ne voleras plus aucune élection dans ce pays en toute impunité. »

C'est donc en fait de transformation qu'il s'agit ici, chers compatriotes. Cette transformation, ce passage de la nature de sujet à la nature de Citoyen que je propose et proclame dès aujourd'hui suppose une nouvelle orientation de la lutte politique au Gabon qui impose que tous les Gabonais qui veulent le changement immédiat se rassemblent dans un cadre cohérent et s'organisent pour le combat final sur une base simple et avec un seul objectif: faire du mandat usurpé d'Ali Bongo non seulement son premier, mais également son dernier, et j'ajouterai même que ce mandat doit être le dernier mandat d'un Bongo Ondimba au Gabon.

Cet objectif intègre, certes, l'idée selon laquelle il faut aux Gabonais s'organiser pour rechercher par tous les moyens les conditions d'une élection anticipée qui mettrait une fin abrupte au mandat actuel d'Ali Bongo ; il intègre aussi l'idée tout aussi pragmatique qui dit que si Ali Bongo, malgré toutes les tentatives des Gabonais d'écourter son mandat, arrive tout de même à survivre au pouvoir jusqu'en 2016, chaque portion du peuple gabonais doit, dès lors, voir 2016 comme l'année de la dernière chance pour le Gabon.

Dans tous les cas, je vous le dis moi-même, si Ali Bongo dépasse 2016 et arrive à se maintenir au pouvoir après 2016 malgré les efforts que nous allons mettre en place, j'abandonnerai la politique car cela voudra dire que soit les Gabonais ne sont pas prêts, soit c'est nous qui faisons mal les choses. Mais j'ai foi en le peuple gabonais, je sais qu'il répondra à l'appel. Voilà pourquoi, dans le combat qui oppose les Gabonais aux Bongo, nous ne pouvons plus faire dans l'improvisation. Pour pouvoir faire partir Ali Bongo en 2016, il ne faut pas attendre 2016. Pour que 2016 soit l'année de la dernière chance pour le peuple gabonais, 2016 doit se préparer dès maintenant. Nous ne pouvons plus improviser, nous ne pouvons plus tergiverser.

Pourquoi cette démarche de préparation est-elle importante ? Tout simplement parce que nous savons ce qui nous attend si vraiment nous voulons le départ des Bongo du pouvoir. L'histoire du Gabon a déjà largement démontré que les Bongo ne reculent que lorsque forcés. C'est ce que les manifestations étudiantes que j'avais déclenchées en 1990 ont montré puisque le mouvement social généralisé qui a suivi ces manifestations étudiantes fut suffisant pour pousser Omar Bongo à finalement accepter le principe d'une conférence nationale que pourtant il refusait encore une année auparavant. Si nous savons donc que les choses doivent être forcées, que les Bongo ne partiront pas sans y être forcés d'une manière ou d'une autre, cela demande que les Gabonais s'y préparent vraiment et y préparent le peuple.

Mais pour pouvoir se préparer et préparer le peuple à une lutte politique comme celle qui opposera désormais les Bongo aux Gabonais, il faut clairement définir non seulement ce qu'on combat, mais également les paramètres de ce combat. Cela veut dire qu'il faut être capable d'identifier les ennemis que le peuple doit combattre. Les Gabonais ne doivent donc pas commettre l'erreur de se tromper de cibles. Nos ennemis, ce ne sont pas les Gabonais lambda militant dans tel ou tel parti, même quand ce parti s'appelle PDG. Les ennemis du Gabon, ils sont au nombre de trois :

Le premier est Ali Bongo, le second est Madeleine Mborantsuo et le troisième est Rose Rogonbé. Voilà les trois personnes qui tiennent le Gabon en otage et qui sont candidats au lynchage public s'il le faut. Le reste, certes, a des comptes à rendre aux Gabonais, mais il est important de garder à l'esprit que ce sont principalement les Bongo Ondimba, de père en fils, qui sont responsables de l'arriération, du sous-développement et de la misère insoutenable qui sévissent au Gabon depuis 1967. Pourquoi ?

Tout simplement parce les Bongo empêchent déjà, à l'intérieur du PDG, la possibilité pour un enfant de membre du PDG de rêver un jour d'être président du Gabon tant qu'un Bongo Ondimba est au pouvoir ou tant qu'un Bongo Ondimba est vivant. Ils empêchent aussi l'émergence d'un homme providentiel du PDG qui serait capable de proposer une vraie vision du Gabon qui soit capable de rallier autour de lui tous les Gabonais parce qu'inspirée et progressiste.

Tout simplement aussi parce que les déviances et l'immoralité observées dans la gestion du patrimoine moral, mental, social, culturel, politique et économique du Gabon sont principalement le fait des Bongo puisque ce sont eux qui ont conditionné leur clan, leur entourage et leur régime à les servir dans le sens de ce que ce clan, cet entourage et ce régime savaient que les Bongo Ondimba aimaient. C'est une responsabilité prouvée et confortée par l'impunité généralisée qui a accompagné les crimes commis à la fois par les Bongo eux-mêmes et leurs clan, entourage et régime, clan, entourage et régime qui n'ont ainsi continué à voler en toute impunité que parce qu'ils savaient que les Bongo volaient en toute impunité et récompensaient les voleurs.

Pour changer un pays, cela ne demande pas 10 ans. Quand Bongo a supprimé le multipartisme en 1968, cela lui a pris un mois pour mettre tout le Gabon au rythme d parti unique. Cela prendrait aussi un tout petit mois pour démocratiser le Gabon. Il ne faut donc plus se voiler la face, chers compatriotes : le Gabon ne changera ni par les urnes ni par le dialogue, et encore moins par le bon vouloir des Bongo; il ne changera pas non plus la grâce divine ou le miracle de Jésus-Christ. Le Gabon changera uniquement quand des Citoyens gabonais libres, usant de leur droit et devoir le plus absolu à changer un régime qui les prive de la possibilité de choisir eux-mêmes leurs dirigeants, se déclareront en situation d'insurrection citoyenne, seule voie garantissant au Peuple gabonais la libération nationale.

La liberté n'a jamais été un cadeau. La liberté se mérite.

C'est donc pour contribuer à la finalité du départ des Bongo du pouvoir, et donc m'investir désormais à 100% en vue de cette finalité, que j'ai décidé d'annoncer, aujourd'hui même, devant l'histoire et devant les hommes, mon plan de retour politique au Gabon aux fins d'aller y combattre sur place le régime des Bongo, et ainsi y commencer le processus de libération nationale du peuple gabonais. Ce plan de retour ne se veut ni précipité, ni improvisé. C'est

tout simplement le déploiement méthodique, délibéré et stratégique d'une action politique de terrain mûrement réfléchi, mûrement soupesée et mûrement préparée. Ce plan n'attend qu'une seule chose, votre soutien le plus total et le plus indéfectible à la cause commune.

J'ai donc deux annonces importantes à faire aujourd'hui.

J'ai, dans un premier temps, l'honneur et le plaisir d'annoncer la transformation du mouvement activiste « Bongo Doit Partir » que je dirige actuellement en parti politique.

Le Mouvement « Bongo Doit Partir » deviendra donc un parti politique sous la dénomination de « Bongo Doit Partir / Mouvement des Descendants de Wongo, Okwérèt, Akoma Mba et Mumbin(a) », en abrégé BDP-MODWOAM. Son slogan est « La Troisième Voi(e)(x) » et sa devise est « Patrie – Dignité – Progrès ».

A ce titre, je nomme immédiatement au poste de Secrétaire Exécutif intérimaire Monsieur Aymar Ibondzy-Pandzou, actuellement étudiant en Doctorat à Bordeaux en France. Il aura comme tâche principale de constituer l'équipe qui va préparer le Premier Congrès constitutif de notre parti, qui va se tenir à Libreville en décembre 2012. Ceci veut donc dire que toute cette année, l'équipe qui sera mise en place par Monsieur le Secrétaire Exécutif Aymar Ibondzy-Pandzou aura pour charge principale de préparer, avec les Gabonais qui croient en la possibilité d'un Gabon nouveau débarrassé des Bongo, ce premier congrès national qui sera immédiatement suivi du dépôt de notre dossier de légalisation au Ministère de l'intérieur. Les Gabonais pourront d'ores et déjà adhérer à ce parti dès la semaine prochaine et commencer à constituer dans la diaspora comme au Gabon même, les cellules et comités politiques du parti conformément aux statuts et règlement intérieur qui seront rendus publiques sur le site redessiné du BDP-Modwoam dans une semaine.

En attendant le congrès de décembre 2012, j'effectuerai un voyage à Atlanta au mois de mars pour aller y présenter le nouveau parti à la communauté gabonaise. Ensuite, au mois de juin, je me rendrai à Paris pour y présenter le parti aux Gabonais résidant en France. Et en décembre, le cap absolu sera sur le Gabon où le parti tiendra son premier congrès.

Pourquoi avoir appelé notre parti le «Mouvement des Descendants de Wongo, Okwérèt, Akoma Mba et Mumbin(a) » ? Simplement parce que nous voulons construire au Gabon une société qui, sur la base de symboles et de symbolismes puisant leur énergie dans la matrice culturelle des peuples du Gabon, met en avant les valeurs de dignité inspirées de nos peuples. Wongo, Okwérèt, Akoma Mba et Mumbin(a) sont, pour les uns, des personnages historiques gabonais, pour les autres, des personnages de légendes ou d'épopées.

Mais attention, le BDP-Modwoam ne se définit pas du tout comme un parti électoraliste traditionnel. Il se définit comme un parti politique de combat, créé spécifiquement pour l'objectif de mener sur le terrain au Gabon même une lutte citoyenne de libération nationale frontale jusqu'à la chute du régime des Bongo. Ainsi, il prend pour principe de base que si les urnes ne permettent pas de gagner démocratiquement une élection pour cause de fraude, c'est par l'action citoyenne de la rue que le peuple se doit d'obtenir démocratiquement le changement qu'il souhaite.

A ce titre, le BDP-Modwoam base son action sur une stratégie de lutte basée sur ce qu'on va appeler le principe de la non-violence citoyenne. Qu'est-ce que c'est, donc, que ce principe de non-violence citoyenne qui sous-tend l'idéologie du BDP-Modwoam ?

Pour rester simple, nous dirons simplement ici que la ligne idéologique du BDP-Modwoam suppose l'adoption d'une « Troisième Voie » qui serait à la fois politique et idéologique, et qui place le Citoyen gabonais libre et l'action citoyenne non-violente au centre de son action politique.

Sur le plan politique, cette « Troisième Voie » s'oppose à la Première Voie, qui est celle des Bongo et qui, depuis 44 ans, s'évertue à convaincre les Gabonais qu'ils doivent échanger leurs libertés imprescriptibles contre l'illusion d'une paix que ce régime ne cesse pourtant de violer à chaque détour de la destinée nationale, au point de transformer le Peuple gabonais en peuple d'esclaves condamné à accepter sans broncher sa condition d'esclave. Elle s'oppose par ailleurs à la Deuxième Voie, celle des discours trompeurs et illusionnistes de ce qu'on va appeler l'opposition des faux-semblants, celle-là même qui, depuis 22 ans, promet ad vitam aeternam au peuple une libération qui ne vient jamais.

Sur le plan idéologique, la « Troisième Voi(e)(x) c'est une approche de la non-violence qui, concomitamment, proclame et affirme l'inviolabilité des droits imprescriptibles qui font le Citoyen gabonais nouveau, le Citoyen gabonais libre, conformément aux principes stipulés dans la Charte de la « Troisième Voi(e)(x) », la Charte

Idéologique du Citoyen Gabonais Libre que nous publierons dans une semaine dans le cadre du lancement des activités du nouveau parti politique.

Autrement dit, le Citoyen qui se sait libre est un Citoyen non-violent. Confiant en sa dignité et armé d'un amour inconditionnel pour son pays et pour ses compatriotes, il ne recherche ni ne provoque jamais la violence. Connaissant ses droits de Citoyen, et sachant ces droits inaliénables, il se contente de les affirmer calmement et pacifiquement à l'intérieur et/ou à l'extérieur du cadre légal fixé par la Constitution. Et parce qu'il se sait libre, le Citoyen ne peut en aucune circonstance abdiquer sa liberté. Il est donc toujours prêt à défendre sa liberté, y compris au prix du sacrifice de sa vie. Telle est la ligne idéologique non-violente du BDP-Modwoam, celle d'une « Troisième Voi(e)(x) » par laquelle le Gabonais passe du statut de Sujet subissant passivement la dictature à celui de Citoyen libre défendant activement sa liberté et se refusant à subir quelque dictat que ce soit de la part de qui que ce soit. Au travers de la Charte de la Troisième Voi(e)(x), donc, c'est-à-dire la Charte Idéologique du Citoyen Gabonais Libre, les Citoyens gabonais nouveaux que sont les adhérents et sympathisants du BDP-Modwoam, ainsi que le Peuple gabonais libre dans son ensemble, entérinent la « Troisième Voi(e)(x) » pour en faire désormais le cadre de rassemblement des Gabonais qui ont à cœur de se libérer de l'esclavage et de la condition de Sujet pour affirmer, par tous les moyens, leurs libertés citoyennes confisquées depuis 44 ans par le clan des Bongo Ondimba. Ici et maintenant, donc, naît le Citoyen gabonais nouveau, le Citoyen gabonais libre.

Se réclamer de la non-violence veut donc dire ici que nous ne serons jamais les premiers à commencer la violence. Nous serons cependant toujours prêts à nous défendre et à défendre nos droits en cas d'agression, quelle qu'en soit la forme. Autrement dit, quand nous parlons donc d'insurrection, nous voyons l'insurrection avant tout comme un état d'esprit par lequel le Citoyen gabonais se définissant désormais comme un Citoyen libre non seulement se refuse à abdiquer ses libertés fondamentales face à une dictature, mais également agit de manière délibérée, active et participative pour protéger ces libertés contre toutes atteintes et contre toutes impositions dictatoriales. L'insurrection est donc une démarche démocratique participative et non-violente par laquelle le Citoyen gabonais libre affirme pacifiquement et démocratiquement ses droits et sa souveraineté. Elle représente une attitude de défiance et de désobéissance civile permanentes par laquelle le Peuple gabonais libre, s'affirmant et affirmé dans sa souveraineté, se refuse à obéir aux lois qui lui sont imposées par le dictat organisé d'un régime enclin au despotisme. Le Peuple ne pouvant jamais être initiateur de violences contre lui-même, les violences ne sont, dans ce cas, attribuables qu'à un régime qui, se voulant hégémonique, se fait à la fois bourreau et tortionnaire du Peuple. Usant de propagande mensongère et de violence policière, le régime de dictat voudra justifier sa répression comme un acte salutaire de maintien de l'ordre alors même que de tels actes constituent de véritables actes de guerre contre le Peuple. L'idéologie du BDP-Modwoam est que le Peuple, dans ce cas, se doit de se défendre par tous les moyens et, dès lors, de chercher à se défaire du régime agresseur, en application simple et directe de son droit à la légitime défense.

Le Citoyen gabonais ne peut donc quémander aucune liberté ; il affirme directement sa liberté et s'affirme en application directe de ses prérogatives de Citoyen gabonais libre. Par exemple, si le BDP-Modwoam veut un jour organiser un meeting ou une marche à Rio à Libreville, le parti n'ira pas quémander le droit de marcher auprès du ministère de l'Intérieur. Il se contentera d'annoncer publiquement que sa marche est prévue pour tel jour et ses membres et sympathisants marcheront ce jour-là comme prévu, en application directe et souveraine de leur droit à la libre expression et à la libre association car ce sont là des droits citoyens qu'aucune autorité ne peut réprimer ou subjugué.

Le BDP-Modwoam fait ainsi sien l'héritage politique des peuples qui ont précédé ceux du Gabon dans la conduite des luttes révolutionnaires en vue de l'instauration d'une démocratie durable et stable au Gabon, peuples qui, pour cet objectif, ont défini des principes universels tels ceux édictés, par exemple, dans la déclaration d'indépendance des Etats-Unis du 4 juillet 1776 selon lesquels « *tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur* » et « *lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations, tendant invariablement au même but, marque le dessein de (...) soumettre [les hommes] au despotisme absolu, il est de leur droit, il est de leur devoir de rejeter un tel gouvernement et de pourvoir, par de nouvelles sauvegardes, à leur sécurité future* », principes repris dans la Déclaration française des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, notamment en son Article 2 qui stipule que « *le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression* » ; c'est d'ailleurs ce droit des peuples à la résistance et à la révolution qui est renforcé dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793 qui, à son tour, stipule

que « *Tout acte exercé contre un homme hors des cas et sans les formes que la loi détermine, est arbitraire et tyrannique ; celui contre lequel on voudrait l'exécuter par la violence a le droit de le repousser par la force* » (Article 11) et que « *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs* » (Article 35).

Dès lors, donc, qu'il aura été constaté des actes d'agression et de guerre contre le Peuple Gabonais, qu'il s'agisse d'une interdiction de manifester, d'une privation d'accès aux médias d'Etat, d'un scrutin organisé de manière frauduleuse, d'une agression policière ou militaire, ou encore, entre autres, de la promulgation d'une loi anti-démocratique, la portion du peuple militant au sein du BDP-Modwoam et le Peuple gabonais libre dans son ensemble s'estimeront automatiquement en situation de légitime défense et agiront en application des principes démocratiques définis dans sa Charte, c'est-à-dire affirmeront le droit le plus absolu du Peuple gabonais à la résistance contre toute forme d'oppression.

Voilà pourquoi nous parlons de l'impératif d'une renaissance de la conscience citoyenne au Gabon. Et à cette conscience citoyenne du Citoyen gabonais nouveau, nous ajoutons deux autres éléments importants, qui constituent autant de symbolismes. Le premier symbolisme est celui des « pilons » que nos mamans utilisent au village et le second symbolisme est celui du mamba, qui est une variété de serpents très redoutés pour la toxicité de leur venin.

Parlons d'abord des pilons. Les pilons, dans le cadre de l'action politique du BDP-Modwoam, deviendront le symbole de la défiance et de la résistance du peuple gabonais contre la dictature. Le « pilon », dans nos villages, est un instrument qui porte un double sens. En tant qu'instrument de nutrition, le pilon est un outil dont les mères se servent dans nos villages pour piler le manioc, la banane, le maïs et autres aliments qui participent à la survie alimentaire quotidienne de nos peuples. Le son qui émane du pilon et du mortier au moment du pilage est réassurant aux oreilles des enfants: son bruit suggère la quiétude physique et mentale qui résulte du fait de savoir qu'on va bientôt manger. Le pilon renvoie ainsi à l'image de la mère protectrice pourvoyeuse de nutrition et calmeuse de faim. Cependant, le « pilon » a aussi, en temps de crise, une autre utilité. C'est l'arme que la mère, parfois, utilise pour éconduire un époux physiquement violent envers elle, ou ayant fait preuve d'infidélité. Il arrive aussi par ailleurs que la mère jette le pilon en direction de ses enfants, sans toutefois avoir l'intention de les blesser, quand elle veut exprimer sa colère et leur dire de dégager de sa cuisine avant qu'elle ne fasse un malheur. Les pilons de nos mamans du village seront donc utilisés pacifiquement lors des meetings du BDP-Modwoam, non pas comme des armes de violence, mais plutôt comme des instruments reflétant à la fois notre croyance aux principes de paix émanant de nos traditions et notre ras-le-bol vis-à-vis du régime des Bongo au Gabon. Cependant, dans le cadre de notre application du principe de légitime défense, le Peuple gabonais libre n'initiera jamais les violences ; il utilisera par contre ses pilons pour répondre à tout acte d'agression policière par des actes d'autodéfense. Le Peuple gabonais libre ne se laissera plus jamais taper dessus en toute impunité. Il n'y a rien qui donne à un policier le droit de violenter physiquement ou mentalement un autre citoyen.

Parlons maintenant du symbolisme du mamba. Du mamba vert, une des espèces de serpents extrêmement venimeux d'Afrique, nous retiendrons non seulement les traits d'agilité et de rapidité, mais aussi la symbolique de la paix qui découle de sa couleur verte. La raison pour laquelle le Créateur a fait verte la nature ambiante est justement parce que le vert est la couleur la plus reposante pour les yeux. Elle suggère la paix, le repos et la non-violence. La couleur verte sera donc la couleur du BDP-Modwoam car symbole de paix et de non-violence. Du mamba noir, nous retiendrons le fait que ce serpent affiche souvent, contrairement aux autres serpents, un comportement territorial qui fait qu'il ait moins tendance à fuir devant ses agresseurs, qu'ils soient hommes ou animaux. Cette caractéristique de courage sera le symbole citoyen du BDP-Modwoam, symbole par lequel le Peuple gabonais libre, scandant au pas de course militaire l'hymne du BDP-Modwoam et arborant sa couleur verte sur ces foulards, t-shirts et pilons couleur mamba, signifiera son intention de ne plus jamais avoir peur, de ne plus jamais reculer et de ne plus jamais se laisser brimer en toute impunité par quelque dictature que ce soit.

Voilà, donc, chers amis, chers compatriotes, la nouvelle ligne idéologique du BDP devenu parti politique citoyen sous l'appellation de BDP-Modwoam, une idéologie qui se veut de combat par l'affirmation non-violente de notre souveraineté de Citoyens gabonais libres.

Je conclurai ma déclaration par ma seconde annonce de ce jour. Au vu de l'impératif de commencer et mobiliser, dès aujourd'hui, les Gabonais en vue des échéances futures, j'annonce dès aujourd'hui mon intention de me présenter à l'élection présidentielle de 2016.

Mais attention, quand je parle de me présenter à l'élection présidentielle, il faut comprendre une chose simple. Ce serait une contradiction de mon idéologie si je pensais pouvoir gagner l'élection présidentielle uniquement par les

urnes alors même que le système politique gabonais actuel ne permet pas aux opposants de gagner par les urnes. Il faut donc voir dans cette candidature une candidature dépassant le cadre du simple vote. Il me suffira de dire, pour le moment, que notre candidature nous permettra de faire ce que nos aînés n'ont jamais pu faire, c'est-à-dire libérer le Gabon par le pouvoir démocratique de la rue. Ceci est important parce que sur la base de l'ordonnance qu'il a signée en août 2011, Ali Bongo a non seulement introduit des conditions de résidence qui imposent désormais à tout candidat de résider sur le territoire national au moins 12 mois avant l'élection présidentielle, mais aussi fait passer la caution que les candidats doivent verser de 5 millions de francs à 25 millions de francs CFA. Pour nous, cette augmentation de la caution de 5 millions à 25 millions veut dire non seulement une insulte envers le peuple gabonais, mais également un défi par lequel Ali Bongo croit que le peuple gabonais est incapable de rassembler 25 millions de F CFA pour ses candidats. Eh bien c'est pour répondre à ce défi que je me porte déjà candidat, justement pour ne rien laisser au hasard ou à l'improvisation et préparer les Gabonais bien à l'avance. C'est donc, à notre avis, maintenant que l'élection de 2016 doit se préparer si les Gabonais doivent se donner toutes les chances d'évincer ce régime en 2016 au plus tard.

Mon appel aux Gabonais aujourd'hui est donc simple : Le parti de la non-violence citoyenne, le parti de la troisième voie citoyenne que vous attendiez vient de naître.

Ce parti vous interpelle désormais aux réalités du combat et des sacrifices qui nous attendent et qui me forcent aujourd'hui, devant la débâcle idéologique généralisée de notre opposition, à m'organiser pour rentrer au Gabon en vue d'y organiser le combat de l'insurrection citoyenne. C'est un combat qui se veut non-violent, mais en tant que Citoyen gabonais libre, nous disons que nous refuserons désormais d'être brimés sans répondre.

Quand on a en face de soi des bandits prenant en otage l'Etat et le devenir de toute une nation, on se doit, en face, d'être des bandits et de répondre par le banditisme. L'opposition gabonaise ne doit plus se contenter de subir, elle ne doit plus se contenter d'attendre d'Ali Bongo qu'il soit le juge et la partie de sa propre déchéance. Cela n'arrivera jamais, du moins tant qu'il n'y aura pas été poussé, forcé.

Je le répète donc, le mandat actuel d'Ali Bongo doit être son premier et son dernier, et le tout dernier mandat d'un Bongo Ondimba au Gabon. C'est à ce but citoyen que j'invite désormais tous les Gabonais qui se veulent des Citoyens gabonais libres à travailler, désormais.

Rendez-vous, donc, au premier congrès du BDP-Modwoam du mois de décembre 2012 à Libreville au Gabon.

Vive le Gabon  
Vive la République  
Vive les Citoyens gabonais libres.

Fait le 15 janvier 2012 à Montclair, New Jersey, USA

Dr. Daniel Mengara  
Président, BDP-Modwoam

P.O. Box 3216 TCB  
West Orange, NJ 07052, USA

Tél. : 973-447-9763  
Fax : 973-447-9763